

AGRICULTURE DE LOPIN ET AGROBUSINESS EN UKRAINE

par Hubert Cochet¹

Après vingt années de transformations post-soviétiques de l'agriculture, ce secteur reste profondément marqué par les structures et les rapports sociaux de l'ancien régime. Au lendemain de la collectivisation forcée des années trente, la rédaction du statut du Kolkhoze de 1935 a été l'expression d'une forme de compromis entre la grande exploitation socialisée promue par le régime et le maintien d'une forme d'économie paysanne, le lopin ; ces deux figures apparemment antagoniques étant en réalité organiquement liées au sein même du Kolkhoze. En échange de sa participation active à l'exploitation collective (et rémunérée par un système très complexe de comptabilité-travail) le kolkhozien pouvait consacrer le temps qui lui restait à son « exploitation individuelle auxiliaire » dans les limites physiques prévues par la loi : un demi hectare au maximum, une vache suitée, une ou deux truies et leurs portées, 10 ovins, 20 ruches, ainsi que de la volaille en quantité non limitée.

A l'époque, une famille pouvait assurer l'essentiel de son revenu sur une exploitation diversifiée de cette dimension (ce qui permettait par ailleurs que la rémunération du travail effectué sur l'exploitation collective soit plus que modique...) et ce d'autant plus qu'elle pouvait conduire le bétail sur des pâturages communs, se procurer à très bas prix l'alimentation animale complémentaire dont elle avait besoin (grains, fourrages grossiers) auprès de la Direction du Kolkhoze et bénéficier des services de labour et de transport attelés de cette unité.

Au fur et à mesure du développement de l'agriculture soviétique et de l'élévation progressive des standards de vie (notamment à partir des années soixante), la part du revenu kolkhozien provenant du lopin a, bien sûr, diminué (la rémunération du travail augmentant par ailleurs du côté de l'exploitation collective), sachant qu'il n'était pas question, pour les autorités soviétiques, de permettre l'agrandissement de l'exploitation individuelle auxiliaire. Mais les lopins continuaient de fournir une part considérable de la production agricole soviétique, notamment dans le domaine du maraîchage et dans celui des produits de l'élevage, production en partie autoconsommée par les ménages, en partie commercialisée sur le marché kolkhozien.

Plus de vingt ans après la dislocation de l'URSS et l'effondrement de son économie et malgré les changements opérés dans le secteur agricole, cette dichotomie reste intacte. Des exploitations de grande dimension (plusieurs milliers d'hectares) et de statut privé se sont substituées aux anciens Kolkhozes (et aux anciens Sovkhozes). Elles font désormais travailler un nombre réduit de salariés aux commandes d'un matériel puissant, et se sont spécialisées dans les productions végétales destinées pour partie au marché international, délaissant ainsi les productions animales qui étaient le plus souvent associées aux productions végétales dans les anciennes structures soviétiques. C'est grâce à ces structures de production que le potentiel céréalier des riches *tschernozium* serait susceptible de s'extérioriser le plus facilement et que l'Ukraine serait sur la voie de prendre sa place parmi les tous premiers producteurs de céréales du Monde (Hervé, 2008).

Mais ces grandes exploitations ne détiennent pas la propriété du foncier. La réforme agraire des années quatre-vingt-dix a conduit à la distribution équitable du foncier entre tous les anciens travailleurs (y compris les retraités) des Kolkhozes et des Sovkhozes, chacun d'eux recevant une part foncière de quelques hectares, un *pail*. C'est donc auprès de ces millions d'anciens travailleurs des kolkhozes et sovkhozes que les entrepreneurs agricoles doivent se tourner pour prendre en location les parts foncières (de petite dimension

¹ Professeur d'Agriculture comparée à AgroParisTech

mais réunies en blocs de grande taille). Bien que les villageois travaillant encore dans la grande exploitation soient aujourd'hui en nombre limité, le statut du foncier maintient un lien fort entre les villageois « bénéficiaires de la réforme agraire » et la grande exploitation. Par ailleurs, comme ces familles continuent d'exploiter le lopin qu'elles ont hérité de la période soviétique (le plus souvent dans ses dimensions d'origine) en maraîchage et élevages divers, elles ont le droit d'exiger de la grande ferme voisine que les loyers soient payés en nature (grains et fourrages notamment) pour compléter leurs ateliers d'élevages. Cela complique singulièrement le versement des loyers tout en reproduisant, sous un jour nouveau, l'ancienne dépendance de l'« exploitation individuelle auxiliaire » vis-à-vis de la grande exploitation.

L'Ukraine compte ainsi entre 4 et 5 millions de micro-exploitations agricoles, directement héritières des anciens lopins kolkhoziens et pour lesquels le versement du loyer est venu remplacer, au moins en partie, les avantages en nature dont les kolkhoziens pouvaient bénéficier auparavant. Faute de matériel adéquat et parce que la part foncière dont ils disposent est à la fois éloignée du village et perdue au sein d'un parcellaire de très grande dimension, les villageois sont très peu nombreux à exploiter en faire valoir direct le *pail* qu'ils ont reçu à l'occasion de la réforme agraire. L'immense majorité de ces exploitations villageoises conserve ainsi la taille et la structure du lopin imaginé par le pouvoir soviétique dans les années trente : 0,5 ha, 1 vache suitée et des élevages de basse-cour, ces élevages reposant pour partie sur les pâturages communs et les fourrages produits sur la grande exploitation voisine.

Pourtant, à y regarder de près, ce secteur de la très petite exploitation familiale continue, envers et contre tout, à participer de façon décisive à la création de la valeur ajoutée du secteur agricole ukrainien. Bien qu'il ne soit pas considéré par les Pouvoirs publics comme capable de se poser en véritable secteur économique à part entière, il fournirait aujourd'hui près de la moitié de la valeur ajoutée totale de l'agriculture ukrainienne, sa participation étant décisive dans le secteur de la production laitière, de la production de viande blanche (porc et volailles), ainsi que dans le maraîchage. 90 % de la production de pommes de terre seraient ainsi issus des lopins.

Les liens organiques étroits (accès au foncier, flux de main-d'œuvre, transferts de biomasse en lieu et place du versement du loyer) qui relient ces deux facettes de l'agriculture ukrainienne, nous imposent donc de les analyser *conjointement*. Ces deux secteurs sont pour une part complémentaires, dans la mesure où la population des villages a pris une part décisive dans les productions animales (conduite en ateliers très restreints mais intensifs en travail) délaissées justement par les exploitations spécialisées en grande culture. Mais les complémentarités s'arrêtent là, cette spécialisation productive des uns et des autres ne s'accompagnant nullement de transferts de biomasse susceptibles de maintenir à long terme les taux de matière organique des sols.

En revanche, ces deux secteurs sont directement concurrentiels en ce qui concerne l'accès aux ressources, celui de l'agriculture villageoise se trouvant, malgré son contrôle formel sur le foncier, en bien mauvaise posture. Dépourvu de tout accès au capital, au crédit et bien souvent au marché, enserré dans l'étau de la grande exploitation riveraine et sans possibilité d'agrandissement, ces micro-structures, dont nous avons pu pourtant démontrer l'efficacité en termes de création de valeur ajoutée à l'hectare et en matière d'emploi, se voient complètement bridées dans leur développement et ignorées par les décideurs politiques.